

10 octobre 1982 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'occasion du dîner offert par le colonel Denis Sassou- Nguesso, Président de la République du Congo, Brazzaville, dimanche 10 octobre 1982.

Monsieur le président de la République,

- mesdames et messieurs,

- Le destin a voulu que la France au bord de l'abîme trouvât sur cette terre africaine dès 1940 un refuge : celui de l'honneur et de la liberté comme le disait le chef de la France libre.

- Un rôle pour la Résistance, une base de départ pour la Libération : c'est dans cette ville `Brazzaville`, coeur et capitale de l'Afrique équatoriale qu'a été donné le signal de notre propre indépendance conquise par l'adjonction de tant de sacrifices et de tant d'efforts de notre peuple et du vôtre, dont nous avons reçu le soutien au service d'une cause que nous avons servie ensemble et que nous avons fait triompher. Ni la France, ni le peuple français, ni moi-même - ayant vécu les épreuves de ces années cruelles, dont j'ai été personnellement le témoin et l'acteur - n'oublions ce que le Congo a fait en ce temps pour la France.

- Passant devant les drapeaux, m'inclinant devant eux, ces drapeaux tenus par des anciens combattants, Congolais et Français réunis pour m'accueillir en une cérémonie émouvante, je pensais à ces événements étranges et insolites qui ont vu ce peuple colonisé et qui souffrait de cet -état en dépit des avancées produites par le -concours français et qui en souffrait dans sa dignité et dans ses aspirations profondes, cependant préférer être aux côtés de la France dès lors que celle-ci luttait pour les grands thèmes qui animent aujourd'hui encore votre propre lutte. Quelques années plus tard, c'est encore à Brazzaville que s'est ouvert un autre chemin. Un chemin difficile mais lentement, trop lentement parcouru : celui de l'indépendance des peuples de l'Afrique. Car c'est bien ici qu'ont été prononcés les mots signifiant la perspective d'une accession à la gestion de leurs propres affaires par les peuples d'Afrique.

- J'ai vécu aussi cette période, qu'on me pardonne si je le rappelle, et vécu de très près responsable de la politique de la France, il y a déjà bien longtemps : quelques trente-trois ans. J'ai vu monter la révolte contre un -état injuste et proprement insupportable, un ordre dont j'étais le garant, ironie. Et j'ai bien vu qu'il convenait d'agir au plus tôt pour en finir avec ces -rapports de tutelle. Oui, la révolte grondait et l'on aurait pu connaître dans l'Afrique noire des événements aussi tragiques, aussi sanglants que sur d'autres continents pour que vos peuples puissent parvenir à leur indépendance.

- J'ai eu la chance de rencontrer quelques-uns des vôtres qui sont encore, pour la plupart, des nôtres. J'ai pu examiner avec eux les conditions de ce lointain présent et celles de l'avenir devenu aujourd'hui notre présent. Cette direction a été suivie ensuite par une loi-cadre puis par l'accession directe et nécessaire à l'indépendance. C'est à Brazzaville que cela a commencé et je me souviens d'y être venu moi-même en 1950 et 1951, alors qu'il convenait, qu'il fallait choisir entre la paix et la guerre, entre l'amitié et la discorde, sans avoir derrière soi de précédent historique. Il fallait inventer cette liberté en recourant à des principes simples dont nous reparlerons tout à l'heure. Et je me flatte, parce que c'est le moment où j'ai pu rencontrer l'Histoire, d'avoir compris et d'avoir aimé ces peuples en sentant que rien n'était jamais possible

si l'on ne commençait par le respect d'une dignité égale.

- Le chemin a été long, trop long et cependant, quel étonnant événement - au regard de l'histoire d'un peuple, il représentera une parenthèse assez courte, une vingtaine d'années - voici le Congo, animé par une équipe jeune, responsable, ayant une conception de la vie et de la société : c'est la sienne, elle est respectable, et doit être respectée par nous.\

Dans un moment où les relations de nos deux pays étaient, comment dirais-je, réservées - et pourtant il y a deux ans, vous avez pris l'initiative de nous associer aux commémorations du centenaire de la fondation de Brazzaville - vous avez montré au monde combien le Congo, tout comme la France, entendait assumer pleinement cet héritage commun, dont nous entendons les uns et les autres tirer parti à notre façon mais en rappelant qu'il n'est pas de nombreux chemins qui mènent à l'affirmation d'une identité nationale. Mais ne nous étonnons pas de ces rencontres. Comment pourrait-il en aller autrement. Votre pays, monsieur le président, mesdames et messieurs, représentants ici du peuple congolais, votre pays a choisi sa voie ` marxisme-léninisme ` . Il a bâti les structures de son indépendance, ses institutions, son système politique, économique, social, non sans peine, sans -recherche, sans hésitation celles-là même de l'histoire jusqu'au jour où vous-même et d'autres, responsables d'une grande formation politique ` parti congolais du travail ` , avez décidé de franchir hardiment les étapes du temps pour aborder sans plus tarder les conditions d'existence et de confrontation du monde que nous vivons.

- Et je suis très respectueux de ce qui a été accompli. Il n'est demandé à personne de prendre en-compte les expériences d'un pays étranger, fut-il ami, même si les points de rencontre sont nombreux. Ce qui est important c'est de respecter cet effort, ce travail, cette réussite de la persévérance et de l'intelligence qui fait qu'aujourd'hui, les ministres qui m'accompagnent, les hauts fonctionnaires lorsqu'ils rencontrent les vôtres, rencontrent des hommes informés connaissant admirablement le sujet qu'ils ont à traiter, redoutables avocats de leurs dossiers contre lesquels nous devons parfois nous défendre, sans quoi nous aurions le sentiment que, désormais, nous ne serons plus en mesure de conduire nous-mêmes en tous points notre politique. Mais nous nous défendons avec le désir que ce qui sera consenti doit correspondre aussi bien à votre intérêt qu'au nôtre. Finalement cette -défense se termine par ce qui ne s'appellera même pas des concessions mais un contrat loyal où il est bien normal que de part et d'autre, en apposant sa signature, chacun en attende le meilleur.\

Vous avez, monsieur le président, soit dans-le-cadre de votre fonction, soit dans l'action de votre parti, au travers de la politique que s'est assignée votre gouvernement, vous avez cherché, vous cherchez encore, vous venez de le répéter, à harmoniser les différentes composantes du peuple et de la nation congolaise tout entière. Un peuple réconcilié avec lui-même avec une jeunesse qui aspire au progrès en même temps qu'à la stabilité de ses institutions, affirmant - on l'a constaté toute la journée, jusqu'à ces chants de ce soir qui émanent de vos mouvements de jeunesse - une identité nationale qui se marque au travers des richesses de l'identité culturelle. Et voilà que le développement nous sollicite. Ce développement, en-raison des rudesses et des rigueurs de la nature, en raison des retards pris par l'histoire, ce développement, lui, ne peut pas être assuré par vous seul. Alors, vous regardez autour de vous dans ce vaste monde et vous commencez à compter vos amis.

- Nous sommes fiers que vous ayez reconnu dans la France de toujours l'ami que j'espère privilégié sans le demander en termes écrits sur aucun document. Un privilège affectif et sensible qui fait que, parlant la même langue, formés aux mêmes disciplines, nous nous sentions de plein pied, tout de suite à l'aise, dès lors qu'il s'agit de parler ensemble, non pas seulement de développement mais de co-développement. Car après tout si le Congo est l'un des partenaires principaux de la France en Afrique, naturellement en Afrique équatoriale, mais même dans l'ensemble de l'Afrique, cela est dû au fait que vos productions, vos richesses, auxquelles s'ajoutent vos ressources humaines, contribuent pour une bonne part à notre propre développement. Il serait imprudent de parler de telle sorte que nous n'aurions pas le sentiment d'un échange. Mais il va de soi que, grand pays industriel, en dépit de ses carences qu'il nous faut constamment penser ou corriger, la France doit davantage encore contribuer au

développement et au progrès du Congo. Nous en avons débattu aujourd'hui même. Nous le ferons encore demain et notre dialogue ne sera pas terminé pour autant. Nous le poursuivrons par ceux qui ont charge de nous représenter à Brazzaville, par nos relations directes que vous avez inaugurées, monsieur le président, en venant me voir parmi les premiers à Paris l'an dernier pour me transmettre tout aussitôt l'invitation qui fait qu'aujourd'hui je me trouve être - et j'en suis fier - le premier Président de la République française à me trouver sur cette terre.\

Soyez sûrs que je me réjouis et que je me réjouirai de vos succès. Que je souhaite que vienne vite le moment où vous aurez assuré un point d'équilibre irréversible et d'abord sur-le-plan de vos productions agricoles pour l'autosuffisance alimentaire tant recherchée. Nous parlerons à cette époque-là d'autre chose - non pas parce que cela me dégagerait d'obligations à votre égard - mais parce que nous aurons fait la preuve que la voie que nous avons choisie était la bonne puisque le Congo après l'indépendance politique, l'affirmation de son unité, de sa souveraineté nationale sera parvenu - et il y parviendra, il prendra son temps mais il n'abandonnera pas sous votre conduite sa marche en avant - sera donc parvenu à l'équilibre d'économie. En attendant, l'heure est à la solidarité qui découle, je ne le répèterai pas longuement, de l'histoire et de l'héritage reçu.\

Je viens de rappeler les relations commerciales mais le Congo, vaste pays encore peu peuplé, riche dans son sous-sol mais de richesses souvent non exploitées, riche par son sol mais avec une agriculture qui a besoin de s'équiper, de se diversifier, riche par son espace maritime mais qui a besoin d'organiser sa pêche et la connaissance des océans, le Congo reste cependant l'un des partenaires principaux de la coopération française.

- Des investissements français importants dans le secteur pétrolier, chacun le sait, mais aussi dans d'autres domaines, et nous en avons parlé, devraient permettre par une meilleure connaissance du sous-sol, en réservant des parts importantes à la -recherche `pétrolière` et au début d'exploitation, de connaître dans un avenir assez proche un rebondissement peut-être surprenant de vos capacités.

- La présence de nombreuses sociétés françaises à Brazzaville à Pointe Noire, dans tout le Congo et qui sont une preuve, en-raison de la qualité des Français, de l'attachement qu'ils portent à ce pays. Les Français qui travaillent chez vous, je crois qu'on peut y voir une preuve supplémentaire de nos engagements communs.

- Cette coopération et ce développement commun se traduisent par des -concours de toute sorte, financiers, sans doute, techniques aussi et qui ne peuvent se traduire en chiffres et en données purement mathématiques. Le -concours d'enseignants pour le développement de la formation et l'échange de nos valeurs culturelles ne se traduisent pas en données matérielles mais c'est peut-être là que l'âme congolaise et la réalité française sauront le mieux se rencontrer.\

Voilà des solidarités en action. C'est pourquoi lorsque nous apprenons que vous achevez la mise en oeuvre de la conception et de la définition de votre plan quinquennal et de la restructuration de vos entreprises d'Etat, je dois vous dire que cela nous simplifie considérablement notre tâche car nous ne voulons pas être un partenaire qui, même en évitant de dicter une loi que nous ne faisons pas et vous le savez bien, se trouverait être dans une situation tutélaire pour dire voilà ce que vous devriez faire. Non, vous nous épargnez même ce souci puisque vous avez prévu, après en avoir longuement délibéré, la marche à suivre, la planification, un plan de cinq ans qui en précède d'autres, de telle sorte que vos priorités et l'ordre chronologique et hiérarchique de vos aspirations, se trouvent fixés par vous-mêmes. Plutôt que de recourir à une aide indistincte et indifférenciée, cela nous permet d'étudier, avec vous le plus sérieusement du monde et dans ce respect que je soulignais tout à l'heure, là où nous pouvons agir, là où nous ne le pouvons pas. Le langage de la vérité reste celui de l'amitié.

- Vous avez évoqué, monsieur le président de la République, certains problèmes de caractère international et surtout africain. Vous avez exposé votre vue du devenir africain dans-le-cadre de grands principes qui s'appliquent au reste du monde. Et ces principes, vous les avez énoncés en termes schématiques, chacun d'entre eux méritant une longue explication qui venait à notre esprit en-raison même des préoccupations qui sont nôtres. Je n'ai rien à retirer de ce que vous avez dit - je pourrais à mon tour le redire dans les mêmes termes depuis l'affirmation de

avez dit, je pourrais à mon tour le redire dans les mêmes termes depuis l'annulation de l'indépendance nationale, depuis la -recherche des amitiés et des alliances jusqu'aux refus des alignements, la volonté d'être soi-même tout en avançant sur la route difficile où nous sommes, accompagnés de nos amis, de ceux qui nous comprennent mieux que d'autres et qui apportent les garanties de la sécurité. Ces principes sont vrais bien au-delà de nos frontières.\

Parlons de l'Afrique. Vous avez évoqué l'Afrique australe et certaines défaillances, y compris au sein du groupe de contact des Cinq. Vous savez que nous en faisons partie et vous savez, nul n'en pouvait douter au demeurant, que vous ne pensiez pas à la France, puisqu'elle est le pays qui se trouve comme, comment dirais-je, un animal de trait, non pas fatigué par les efforts qu'il fournit de jour et de nuit, mais qui aimerait bien quand même trouver un relais, car d'ordinaire dans ce genre d'attelage on est deux.

- Il nous a fallu affronter les difficultés que suscite l'Afrique du Sud mais parfois même nous avons été obligés d'affronter les difficultés de procédure que les partisans de l'indépendance de Namibie ont pu, parfois à tort, accumuler avec des partenaires qui se trouvaient là pour contribuer à l'avènement de la paix quand ils n'étaient pas là pour la retarder. Alors, nous avons gardé l'initiative et nous ne l'abandonnerons pas. Il faut, disions-nous encore hier dans une conférence internationale, que cette indépendance soit confirmée en 1983. Nous sommes en octobre 1982, c'est dire que le délai fixé est court. Nous savons bien que des embûches vont naître encore et c'est pourquoi il faut être très ferme sur la précision de la marche à suivre, très persévérant dans l'appel aux Nations unies dont nous avons reçu le mandat pour mener cette affaire à son terme nécessaire.\

Vous avez parlé du Tchad, un pays qui pendant longtemps s'est déchiré, qui connaît encore toutes les conséquences de la guerre civile. Il est difficile de se substituer à eux, que dis-je, impossible. Et la volonté de la France est de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des pays de l'Afrique. Un gouvernement est reconnu par l'Organisation de l'unité africaine `OUA`, eh bien, la France est disponible dans-le-cadre de ses propres décisions pour pratiquer la coopération et l'entraide selon ce qui est décidé par une convention entre ce pays africain et la France. Si des ingérences étrangères se produisent au Tchad, nous ne pouvons que les désapprouver mais nous ne voulons pas les combattre par notre propre ingérence. C'est au Tchad, et au peuple tchadien, qu'il appartient, pour l'instant et depuis des années dans la douleur, mais je l'espère bientôt dans la concorde, de déterminer démocratiquement leur destin. En attendant ce moment-là, la France continue d'être présente, elle l'est par ses médecins, elle l'est par l'aide alimentaire, elle l'est par l'aide technique, et particulièrement sur-le-plan des télécommunications, elle le sera plus encore par ses ingénieurs, par ses architectes, par ses reconstruc-teurs de la capitale du Tchad et de quelques autres cités. Bref, sans nous attarder à dire ce qu'il convient de faire au Tchad, ce qui n'est pas notre affaire, nous remplissons le rôle que l'histoire nous a dévolu. Nous l'avons fait et nous le continuerons.\

Nous avons parlé du Sahara occidental, voilà une affaire bien délicate et à vrai dire compliquée à plaisir. Comme dans mes fonctions de responsable politique avant mon accession à la charge suprême, je n'ai pas changé d'avis sur le fonds et je suis pour le droit à l'autodétermination dans-le-cadre normal de la transmission des souverainetés du stade colonial au stade de l'indépendance. Après avoir rappelé ces principes simples du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il est quand même un peu dommage, et même tout à fait dommage, que ce droit à l'autodétermination étant reconnu par les partenaires les plus engagés au côté du peuple saharoui £ au côté ou à l'encontre, une série de traverses, fasse qu'aujourd'hui la solution de ce problème apparaît conditionné par toute une série d'événements ou de préalables.\

`Conflit du Sahara occidental` Il faut aborder ce processus le plus tôt possible et je souhaite très vivement que l'OUA, là s'arrêtera mon conseil car c'est son affaire à elle et pas la mienne.

L'Organisation de l'unité africaine est divisée sur ce problème en deux groupes £ peu importe qu'ils soient ou qu'ils ne soient pas d'égale importance, ils sont suffisamment importants l'un et l'autre, pour que l'entêtement sur des positions inconciliables signifie une rupture de l'unité de ce continent, si magnifiquement réalisée auparavant. Eh bien, il faut que chacun y mette du sien. De quelle façon, je ne dirai rien, même si je n'en pense pas moins. Je ne dirai rien parce que je ne

veux pas après avoir affirmé le droit de l'Afrique à se déterminer elle-même, démentir aussitôt mon propos en disant ce qu'il faut faire. Si on me le demande, je le dirai mais je vais quand même m'avancer sur ce chemin. Comment ce que l'on vient de dire pour les uns serait faux pour les autres. Ils ont le droit d'être libres et c'est à eux de se prononcer. Si l'Afrique, dans son unité politique se brise sur ce problème, c'est aux négociateurs de se mettre autour d'une table et que les arbitrages s'exercent.

- Monsieur le Président de la République, est-ce que vous croyez que le continent africain manquerait de diplomates. Est-ce que c'est sur ce continent que l'on hésiterait à veiller jusqu'à 4 heures du matin, plusieurs nuits de suite pour aboutir à un accord ? Moi, Européen qui, dès qu'arrive onze heures le soir, commence à sentir ses paupières vaciller, je m'émerveillai à Kinshasa avant-hier d'apprendre le matin en me levant que le doyen des chefs d'Etat africain, d'un âge respectable donc, avait pris l'habitude, comme un jeune homme, de ne pas se coucher avant quatre heures parce qu'il discutait, il bavardait avec ses confrères africains.

- Alors vous ne croyez pas qu'il suffirait d'une nuit, comme on sait si bien le faire par ici, pour parvenir à trouver une solution raisonnable, pour que vous vous retrouviez tous dans la capitale de votre choix, et pourquoi pas dans celle qui a été choisie `Tripoli`, à condition de lever les préalables mutuels qui font que vous n'avez pas pu vous entendre. Je n'en dis pas plus, le reste est de votre ressort. D'ailleurs, ce que j'ai dit aussi mais vraiment, je dois exprimer un vœu, ou plutôt une volonté, au nom de mon pays : aidez-nous, le reste du monde sur les autres continents, aidez-nous à trouver face à nous une Afrique aussi unie que possible. C'est un instrument si puissant qui est entre vos mains, ne le brisez pas et là je ne m'adresse pas au président de la République du Congo `Denis Sassou-Nguesso` puisque il est l'un de ceux qui ont précisément toujours agi dans le sens de l'homogénéité de ce continent et de son affirmation collective à représenter une identité et une façon d'être à l'égard des autres puissances.

Quelques principes simples, je les ai dits, je vais les répéter mais uniquement pour qu'on me comprenne tout à fait bien, sans doute possible. Ce qui est vrai pour l'Afrique, monsieur le président de la République, est aussi vrai pour les autres. Je vais énumérer et parsemer mon discours de difficultés diverses. Disons que c'est vrai pour les peuples de l'Amérique centrale, disons que c'est vrai pour l'Afghanistan, disons que c'est vrai... J'en ai déjà dit beaucoup, voulez-vous que je continue avec tous les noms des peuples opprimés qui s'alignent dans votre esprit ?

- Vous avez parlé du Proche-Orient, et vous aviez raison car il fallait reconnaître plus tôt, ce que n'a pas manqué de dire la société internationale aux Nations unies `ONU`, ces quelques principes simples. Chacun des Etats reconnus a le droit de vivre libre, indépendant, en dehors des menaces constantes pour sa sécurité et c'est vrai pour Israël. Chacun des peuples de cette région a, comme les autres, le droit de disposer d'une terre, d'une patrie dans laquelle il construit son Etat et c'est vrai pour les Palestiniens. C'est vrai aussi du Liban, déchiré, partagé, divisé, avec une série d'armées étrangères sur son sol, qui devront partir toutes, si ce peuple veut enfin respirer et assumer son propre destin. Ces principes, ils sont vrais partout, et il n'y a pas d'habileté de langage possible qui permettrait de trouver bon ici, ce qui serait fâcheux ailleurs. Je connais, monsieur le président, votre propre conviction car vous êtes un homme de conviction idéologique et vos arguments ne sont pas ceux de quelqu'un qui se contente de faire un discours car vous avez le long de votre vie, et vous êtes encore un homme jeune, marqué une très grande rigueur dans vos analyses internationales. Croyez-moi, la France continuera d'être à vos côtés pour défendre les principes que vous avez énoncés et je sais que vous ne manquez pas, et que vous ne manquerez jamais du courage qui vous fera dire également que le droit est le même partout.

Dois-je vous dire à quel point j'ai été sensible à l'accueil du peuple congolais qui nous avait presque un peu manqué ce matin, qui voulait un contact plus immédiat. Nous sommes allés presque timidement, vous et moi, à sa rencontre ce soir, en se disant : on va passer quelques minutes avec eux car tout de même on est passé un peu vite ce matin. Nous avons trouvé vraiment un peuple dont le visage, les sourires et les acclamations, pour quelqu'un qui est habitué à ces choses ne pouvaient pas tromper sur leur authenticité et nous avons trouvé là, vibrant,

allègre, présent, enthousiaste quelque chose d'aussi simple que les propos que j'aurais voulu tenir jusqu'ici. On disait : vive l'amitié entre la France et le Congo £ vive l'espérance £ enfin on se retrouve, même pour les plus petits qui ne connaissent pas l'histoire car dans leur arrière conscience, il y a comme le récit d'une histoire qui fût celle de leurs parents £ enfin la France est là, et quelle France ! Oh ! je suis le Président de la République de la France tout entière et de tous les Français, quels que soient mes choix personnels, ou bien mes préférences mais, tout de même, on pourra dire que ce peuple congolais se retrouvait très aisément devant une tradition de la France. La tradition de la France, signifiée dans les clameurs de notre peuple en 1789, réitérée dans la brève lueur de la révolution 1848, recommencée dans le sang et le deuil au moment de la Commune de Paris, reprise à travers le temps avec ses mouvements sociaux, ses aspirations de notre peuple à identifier sa liberté, à autre chose, nécessaire mais non suffisante que sa liberté politique. C'est l'aspiration à sa liberté sociale, c'est-à-dire le dispositif économique sans lequel tout le reste n'est qu'un leurre qui permet de dépasser les notions du droit public tel qu'il était défini dans la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen. En effet, s'il n'y a pas de liberté politique, il n'y a pas non plus de démocratie, mais peut-on dire démocratie dès lors qu'il n'y aurait pas pour les travailleurs l'accession réelle à des droits vécus, possédés, détenus, pour la femme, pour l'enfant, pour la famille, pour l'individu dans son travail, face à son instrument de travail dont il est devenu l'esclave et le sujet au lieu d'en être le maître. Une société juste doit bientôt, et le plus tôt possible, y parvenir et c'est en tout cas ce à quoi je m'efforce. Je sentais donc dans les regards et dans les paroles de vos concitoyens qu'ils étaient contents de me voir. Je crois avoir remarqué qu'ils étaient aussi contents de vous voir et je me demande si j'étais venu tout seul si cela aurait fait le même effet et si vous étiez venu tout seul ... ils y sont un peu habitués. C'est donc parce qu'on était là tous les deux, qu'il y a eu cette sorte d'explosion populaire dont mes amis ont perçu autant que moi la force et la vérité. Transmettez au peuple congolais, particulièrement à celui de Brazzaville, l'expression de ma gratitude et le témoignage de mon amitié. Nous avons parcouru plusieurs quartiers populaires, et nous avons bien vu que c'était partout le même peuple qui accueillait la France.\

J'ai été touché que vous ayez organisé des visites mettant mes pas dans les pas de votre histoire naissante ou plutôt renaissante. Devant le monument élevé à la mémoire de Marien Ngouabi de même que le ministre de la coopération et du développement français `Jean-Pierre Cot` a déposé, au nom de notre délégation et de moi-même, une gerbe de fleurs sur le monument qui célèbre la mémoire de Félix Eboué. De la même façon que nous nous sommes rendus au monument qui célèbre le passage et les thèmes lancés par le Général de Gaulle. Et puis arrivera un jour, sans vouloir en rien demander à l'avance je ne sais quel monument, arrivera donc un jour où l'on se souviendra des retrouvailles, non pas de la réconciliation, ce serait trop dire, mais des retrouvailles de la France et du Congo, et ce sera ce jour là qui se termine ce soir, ici, tous ensemble, que l'on célébrera aussi dans l'histoire de nos deux pays. J'en suis très fier, et je suis fier de partager avec vous, monsieur le président de la République, cette responsabilité dans l'histoire.

- Enfin, monsieur le président, il y a ceux qui vous entourent, qui nous ont reçus et qui ont discuté avec nous de problèmes communs, il y a les dirigeants politiques de votre pays, et il y a vous-même, vous président du Congo, vous que j'ai vu, je vous le rappelais, dès le début de mon mandat, dont je connaissais le nom et la réputation, et qui, dès l'abord, avez traité clairement, j'allais dire carrément, et avec subtilité et droiture le problème de nos relations. Dès ce jour, je me suis dit : j'irai ... et nous allons parler. Et quand nous vous aurons quitté demain, dans la journée, vous savez bien que d'autres rendez-vous auront été inscrits. Oui, il y a votre rôle, votre attachement à des valeurs auxquelles je suis sensible, la sympathie et l'ébauche d'amitié qui s'est créée entre nous, et le sentiment plein de force qui s'appelle l'espérance. Oui, j'espère profondément que nos relations retrouvées vont nous permettre, à travers le temps qui vient, de bâtir, de construire, de créer tout en sachant fort bien ce qu'est la rudesse des temps. Ne pas douter parce que les obstacles se dressent, toujours préférer le dialogue et l'entente, savoir qu'on a confiance, eh bien, monsieur le président, oui moi j'ai confiance, et mon vœu le plus ardent est que vous éprouviez la même confiance dans l'engagement et les dispositions de la France que je

que vous éprouviez la même confiance dans l'engagement et les dispositions de la France que je représente ici parmi vous.

- C'est pourquoi, je lève mon verre, selon le rite consacré, à la santé, à votre santé, monsieur le Président de la République, à celle de Mme Sassou-Nguesso, à celle des vôtres, à celle de ceux qui vous sont chers, qui forment votre cercle familial, à celle de vos amis et camarades, membres de votre parti et bien au-delà à celles et à ceux qui oeuvrent à l'oeuvre de la renaissance et de reconstruction du Congo, je lève mon verre, mesdames et messieurs ici présents, ce soir au-delà des personnes, à la santé du peuple congolais et à l'amitié entre la France et le Congo.\